



Un responsable israélien a dénoncé dimanche la profanation de la principale synagogue de Caracas en soulignant que de telles exactions n'auraient pu avoir lieu sans "un regard bienveillant des autorités au plus niveau".

"Nous déplorons cette attaque antisémite. C'est aux autorités vénézuéliennes d'assurer l'ordre et la sécurité", a affirmé à l'AFP un responsable israélien. Selon lui, le "peuple vénézuélien n'est pas raciste ni antisémite".

"De tels actes n'auraient pu avoir lieu sans le regard bienveillant des autorités (vénézuéliennes) au plus niveau", a ajouté ce responsable, qui a requis l'anonymat, tout en refusant de donner d'autres précisions.

Un groupe d'une quinzaine de personnes a fait irruption dans la nuit de vendredi à samedi dans la principale synagogue de Caracas où ils ont ligoté les gardiens, détruit des objets de culte et inscrit des slogans antisémites.

"Jamais dans l'histoire de la communauté juive du Venezuela nous n'avions été la cible d'une agression semblable. Le climat est brûlant autour de nous. Nous nous sentons menacés, intimidés, attaqués", a déclaré à l'AFP à Caracas Elias Farache, président de l'Association israélienne du Venezuela.

Selon lui, la récente expulsion de l'ambassadeur israélien du Venezuela et la rupture des relations diplomatiques avec l'Etat hébreu, décidés par le gouvernement du président Hugo Chavez pour protester contre l'offensive militaire israélienne dans la bande de Gaza de ces dernières semaines, ont contribué à créer ce climat de tension envers la communauté juive.

Le chef de la diplomatie vénézuélienne Nicolas Maduro a condamné cette attaque et promis que les responsables seraient punis.

Le 6 janvier, le gouvernement du Venezuela avait ordonné l'expulsion de l'ambassadeur d'Israël à Caracas, Shlomo Cohen. Auparavant, le président vénézuélien Hugo Chavez avait fustigé l'offensive israélienne qui a fait plus de 1.300 morts palestiniens à Gaza, dont de nombreux civils, qualifiant l'Etat hébreu d'"assassin" et de "génocidaire".

Le 28 janvier, Israël avait répliqué en déclarant "persona non grata" le chargé d'affaires vénézuélien à Tel-Aviv.

[Agrandir le plan](#)